

# Forum de l'OCDE sur l'égalité des genres

Accompagner les transitions mondiales

Paris, 10-11 juin 2024



## Résumé de la co-présidence



# Résumé de la co-présidence

## *Les co-président·es du Forum sont originaires des États-Unis, de la France, de l'Irlande, de la Norvège, de la Suède et de la Suisse*

La co-présidence du **Forum inaugural de l'OCDE sur l'égalité des genres** (le Forum) a dirigé la réunion qui s'est tenue à Paris les 10 et 11 juin 2024 sur le thème « Accompagner les transitions mondiales ».

Le Forum a été organisé par le Groupe de travail de l'OCDE sur l'intégration de la problématique femmes-hommes et la gouvernance (GT-GMG), en consultation avec un large éventail d'organes de l'OCDE<sup>1</sup>. Il a rassemblé des parties prenantes aux profils diversifiés, dont des ministres, des représentant·es de haut niveau des secteurs public et privé, de la société civile et du monde universitaire, provenant de l'ensemble des pays membres de l'OCDE et au-delà. Divers domaines ont été abordés, tels que l'environnement, l'énergie, le numérique, les politiques statistiques et sociales, la coopération pour le développement, la finance, les transports, ou encore les infrastructures. De par sa participation au Forum, la société civile a mis en lumière la nécessité d'élaborer des modèles de gouvernance inclusifs qui intègrent les points de vue et l'expertise de parties prenantes différentes. En favorisant le dialogue et la coopération entre le secteur public, le secteur privé et la société civile, cet événement a montré dans quelle mesure des efforts collectifs peuvent aboutir à des avancées conséquentes et durables vers une égalité des genres, tout en soulignant l'importance des cadres multilatéraux en vertu desquels l'action internationale en faveur de l'égalité des genres est menée. Cette approche multipartite joue également un rôle fondamental dans la réalisation des objectifs énoncés au travers du Programme de développement durable à l'horizon 2030 des Nations Unies, notamment de l'Objectif de développement durable 5 (ODD 5) dont l'ambition est de parvenir à l'égalité des genres et d'autonomiser toutes les femmes et les filles. Les échanges ont été enrichis par le vaste corpus de données empiriques et de données comparatives de l'OCDE.

En tant que co-présidence, nous saluons les discussions et les appels urgents à adopter des politiques inclusives et porteuses de transformations, dans le but de promouvoir des transitions justes, équitables et inclusives à l'échelle planétaire, dans des secteurs tels que le numérique, l'énergie, ou encore la durabilité environnementale. Il s'agit, notamment, de mettre en œuvre des stratégies efficaces d'intégration de la problématique du genre dans l'ensemble des politiques publiques au moyen d'une approche intersectionnelle. Cela passe également par le fait de promouvoir l'égalité des genres aux postes de direction, et de renforcer les partenariats et la collaboration multipartites, intersectoriels et à l'échelon mondial. Ces efforts visent à fédérer des forces diverses et à encourager les solutions innovantes dans l'optique de démanteler les obstacles liés au genre et d'abolir les normes sociales préjudiciables

---

<sup>1</sup> Dont, notamment, le Comité de la politique du numérique (CPN), le Comité de la politique scientifique et technologique (CPST), le Comité d'aide au développement (CAD) et son Réseau du CAD sur l'égalité hommes-femmes (GENDERNET), le Comité directeur du Centre de développement (DEV), le Comité d'examen des situations économiques et des problèmes de développement (Comité EDR), le Comité de l'emploi, du travail et des affaires sociales (Comité ELSA), le Comité des politiques d'environnement (EPOC), le Comité de la gouvernance publique (CGP), le Comité des hauts responsables du budget (SBO), etc.

profondément enracinées, ainsi qu'à tirer parti des avancées possibles en matière d'égalité des genres sous l'effet positif des transitions verte, énergétique et numérique<sup>2</sup>.

Il a été souligné que, compte tenu des tendances préoccupantes mises en évidence dans les récents rapports de l'OCDE<sup>3</sup>, le Forum venait à point nommé, notamment dans le contexte des revers préjudiciables à l'égalité des genres et de la polarisation croissante des opinions parmi les jeunes, dans plusieurs pays. Ainsi, le Forum a pour ambition de servir de plateforme permettant de réaffirmer un engagement collectif en faveur de l'égalité entre les genres, notamment au moyen d'approches intersectionnelles et de l'inclusion des communautés LGBTQI+. Les discussions ont porté sur le risque important de creusement des inégalités et d'exacerbation des normes de genre préjudiciables, dans un contexte de mutations mondiales dans les domaines de l'énergie, de l'environnement et du numérique. En même temps, elles ont mis en lumière combien il est essentiel de saisir les occasions qui permettent de faire progresser l'égalité des genres et de renforcer la résilience des sociétés, offertes par ces transitions mondiales majeures.

Plus précisément, les éléments suivants ont été relevés :

- **Le changement climatique et les facteurs environnementaux ne touchent pas tout le monde de la même manière.** Le changement climatique et les facteurs environnementaux ont des répercussions disproportionnées sur les femmes et les filles, en particulier dans les pays en développement, en raison des inégalités structurelles concernant l'accès aux terres et aux ressources naturelles, et leur contrôle. Bien qu'elles représentent 43 % de la main-d'œuvre agricole mondiale, les femmes comptent pour moins de 15 % des propriétaires des terres. Dans les faits, les agricultrices bénéficient de moins de droits au regard des terres et des autres ressources productives (héritage, accès et utilisation), et ces inégalités exacerbent les difficultés qu'elles rencontrent pour obtenir les produits de première nécessité tels que la nourriture, l'eau et les combustibles. Les femmes représentent 80 % de la population déplacée à cause du changement climatique et des phénomènes météorologiques extrêmes, ce qui augmente leur risque d'être victimes de violences fondées sur le genre.
- Par ailleurs, le changement climatique et les autres crises environnementales peuvent avoir des répercussions négatives sur les revenus et les moyens de subsistance, contribuant aux taux d'abandon scolaire plus élevés parmi les filles, à une augmentation des mariages d'enfants, des mariages précoces et des mariages forcés, et à l'amplification de la part déjà disproportionnée accomplie par les femmes et les filles au niveau des tâches domestiques et des soins familiaux non rémunérés. Malgré ces incidences spécifiques, la question du genre reste largement négligée dans les stratégies de réduction et de gestion des risques climatiques, environnementaux et de catastrophe, les femmes étant peu représentées dans les processus décisionnels officiels dans les domaines de l'agriculture, de l'énergie et des transports, dont l'impact sur le changement climatique est significatif. Les transitions verte et énergétique peuvent permettre d'accélérer les avancées en matière d'égalité des genres, même s'il convient de veiller à ce que leurs répercussions n'exacerbent pas les inégalités existantes. En effet, la transition verte entraîne une expansion rapide du marché de l'emploi, avec la création de plus de 40 millions d'emplois verts attendus d'ici à 2030. S'ils offrent des salaires plus élevés, ces emplois ne sont occupés qu'à hauteur de 28 % par des femmes, illustrant la sous-représentation de ces dernières dans ce secteur.

---

<sup>2</sup> Avec, de même, une satisfaction exprimée au regard des progrès accomplis dans la mise en œuvre des actions énoncées dans la [Contribution de l'OCDE à la promotion de l'égalité des genres](#) approuvée par le Conseil de l'OCDE et accueillie favorablement par les Ministres lors de la Réunion du Conseil de l'OCDE au niveau des Ministres (RCM) de 2023, notamment à l'appui de la mise en œuvre des Recommandations de l'OCDE relatives aux questions de genre.

<sup>3</sup> Par exemple, OCDE (2023), SIGI 2023 Global Report: Gender Equality in Times of Crisis, *Social Institutions and Gender Index*, Éditions OCDE, Paris, <https://doi.org/10.1787/4607b7c7-en>.

- **De la même façon, la transition énergétique donne elle aussi lieu à des déséquilibres entre les genres.** Dans le secteur de l'énergie, les femmes restent sous-représentées et gagnent près de 20 % de moins que leurs collègues masculins. Moins d'un poste de direction sur cinq est occupé par des femmes, et seulement 11 % des jeunes entreprises de ce secteur sont fondées par des femmes, contre près de 20 % dans d'autres secteurs. Cette situation présente toutefois un aspect positif : 139 millions d'emplois nouveaux devraient émerger dans le secteur de l'énergie à travers le monde, ce qui peut ouvrir la voie à une plus grande égalité des genres dans ce domaine. Le fait de tirer parti des possibilités offertes par l'égalité des genres dans des secteurs tels que l'innovation et les énergies renouvelables, ainsi que dans d'autres emplois verts, peut favoriser l'évolution des économies vers davantage d'inclusivité et de résilience et contribuer à accélérer la transition vers la neutralité carbone.
- Par ailleurs, dans les secteurs public et privé et dans la société civile, nombre d'organisations comptant des dirigeantes affichent de meilleures performances environnementales, ce qui met en lumière le rôle capital des femmes dans l'accélération de l'action climatique. Par exemple, s'agissant des retombées des activités des entreprises, les femmes entrepreneures étaient presque 7 % plus susceptibles que les hommes de donner la priorité à la durabilité plutôt qu'aux objectifs économiques dans leur entreprise, et les dirigeantes ont tendance à se concentrer davantage sur les problématiques environnementales, sociales et de gouvernance, en instaurant en priorité des pratiques d'entreprise responsables.
- Malgré les avancées considérables obtenues ces dernières années, **la transformation numérique dévoile deux faces, avec des possibilités, mais aussi des dangers**, en particulier pour les plus jeunes générations. Si elle ouvre des perspectives majeures, notamment en matière d'accès à l'éducation, de participation démocratique et de croissance économique, elle perpétue également les inégalités existantes et introduit de nouveaux risques. Les femmes et les filles continuent de se heurter à de nombreux obstacles, liés notamment aux stéréotypes de genre et normes sociales, qui les empêchent de prendre pleinement part, et sur un pied d'égalité, à la transformation numérique. C'est ce qui ressort des écarts importants entre les genres constatés dans des domaines tels que les technologies de l'information et des communications (TIC), et les sciences, les technologies, l'ingénierie et les mathématiques (STIM), avec un désengagement souvent précoce des filles au regard des STIM dans leur parcours scolaire. Par exemple, dans les pays de l'OCDE, le pourcentage d'hommes occupant des postes de spécialistes dans les TIC est trois à sept fois plus élevé que le pourcentage de femmes. En outre, les femmes sont nettement sous-représentées dans la recherche-développement (R-D), y compris dans le domaine de l'intelligence artificielle (IA), ce qui risque de pérenniser des biais préjudiciables.
- Les difficultés les plus souvent rencontrées par les femmes et les filles dans l'univers du numérique sont également amplifiées par les menaces de violence fondée sur le genre à l'aide de la technologie et par les comportements négatifs en ligne, tels que le cyberharcèlement et la diffusion de stéréotypes et de contenus promouvant des masculinités restrictives sur les réseaux sociaux. Les hommes et les garçons ne sont pas à l'abri des risques liés à la transition numérique, tels que le risque de cyberharcèlement, les effets négatifs sur leur santé mentale et l'exacerbation potentielle de normes sociales préjudiciables. Pourtant, un renforcement mutuel pourrait s'opérer entre l'égalité des genres et la transition numérique. Les mesures en faveur de l'égalité entre les genres aident à élargir le vivier de talents, en apportant de nouveaux points de vue et des approches innovantes en matière de résolution de problèmes, des ingrédients essentiels pour stimuler les progrès technologiques et maintenir la compétitivité. En outre, d'après certains travaux de recherche, les équipes diversifiées obtiennent de meilleurs résultats que les équipes homogènes, ce qui se traduit par une créativité, une productivité et une rentabilité accrues dans les secteurs des STIM. Par ailleurs, la transition numérique peut offrir à tous, y compris aux femmes et aux filles, la possibilité d'accroître leurs revenus, d'améliorer leurs perspectives d'emploi, de participer à la vie politique et publique, et d'accéder à l'éducation.

- **Dans le contexte de ces transitions mondiales, bon nombre des déséquilibres entre les genres sont alimentés par des inégalités structurelles et des normes sociales discriminatoires qui perdurent dans les sphères politique, sociale et économique.** Le temps disproportionné consacré aux tâches domestiques et aux soins familiaux non rémunérés, les taux d'emploi plus faibles, le plus petit nombre d'heures de travail rémunéré par semaine, la ségrégation importante sur le marché du travail et la persistance des plafonds de verre entravent les perspectives économiques des femmes et perpétuent les écarts entre les genres en matière de salaire, de revenus d'activité perçus tout au long de la vie et de revenus liés à la retraite, phénomène particulièrement marqué dans les secteurs qui sous-tendent les transformations planétaires en cours. L'impact de ces inégalités des genres ne se limite pas aux femmes et aux filles, mais touche également les hommes et les garçons. Les taux d'abandon scolaire plus élevés chez les jeunes hommes - 16 % en moyenne dans les pays de l'OCDE contre 12 % pour les jeunes femmes - signifient qu'ils sont de moins en moins éduqués que les jeunes femmes dans de nombreux pays de l'OCDE.
- Dans le domaine de l'entrepreneuriat, d'importantes disparités subsistent entre les genres, notamment au regard du nombre de jeunes entreprises, de leur impact économique et de la capacité des entrepreneuses à accéder aux ressources. Si des progrès ont été accomplis, ces écarts ont un coût pour les économies en termes de possibilités d'innovation et d'emplois.
- La sous-représentation des femmes dans la vie politique et aux postes de direction, aggravée par les cas de violence fondée sur le genre dans tous les secteurs, y compris sous la forme de violence et de harcèlement en ligne, compromet l'intégration de la problématique du genre lors des prises de décisions dans ces secteurs et dans les secteurs connexes. Des visions porteuses de transformations sont nécessaires pour s'attaquer aux causes profondes des multiples formes intersectionnelles d'inégalités des genres et de discrimination, ainsi que pour promouvoir un développement économique vigoureux, vert, inclusif et durable et des sociétés résilientes.
- **Les pouvoirs publics ont à la fois la responsabilité et l'occasion unique d'utiliser un large éventail d'outils afin de promouvoir des transitions mondiales inclusives dans le cadre des activités à l'échelon national et à l'étranger et des activités de coopération pour le développement.** En adoptant des politiques qui luttent les inégalités des genres, suppriment les obstacles structurels, et intègrent intersectionnelles et multidimensionnelles, aussi bien dans le cadre de leurs politiques, qu'au niveau des lois, des réglementations, des budgets, des marchés publics et d'autres processus, les États peuvent veiller à ce que les transitions à l'œuvre favorisent l'égalité entre les genres. Par exemple, la budgétisation sensible au genre est de plus en plus appliquée dans les pays de l'OCDE, sachant que plus de 60 % d'entre eux déclaraient en 2022 recourir à cette méthode, contre 35 % en 2015. Pourtant, il reste encore beaucoup à faire. À titre d'exemple, dans le contexte de la lutte contre le changement climatique, seuls 57 % des pays de l'OCDE déclarent tenir compte, de manière systématique ou occasionnelle, des liens entre l'égalité des genres et l'environnement lors de l'élaboration des politiques. Face à la pandémie de COVID-19, seuls 2.5 % environ des mesures de relance environnementale et verte adoptées par les pays ont été jugés pertinents au regard de la dimension du genre. Afin de combler ces écarts, des données intersectionnelles et ventilées par genre, un renforcement des capacités et un processus clair de suivi et d'évaluation sont nécessaires, mais ces paramètres sont encore insuffisamment développés dans les secteurs qui influent sur ces transitions.
- Par ailleurs, l'automatisation et l'IA peuvent jouer un rôle clé dans ce contexte, en apportant des solutions innovantes qui aident les responsables de l'action publique à intégrer la question du genre dans leurs décisions et leurs outils. Toutefois, la concrétisation de ces possibilités devra impérativement passer par une gestion efficace des risques associés à l'IA, comme les biais et les préoccupations éthiques, afin de veiller à ce que les avantages des technologies d'IA soient partagés par toutes et tous, en particulier par les groupes les plus vulnérables et marginalisés.

En tant que co-présidence, nous saluons les appels à renforcer l'intégration de la problématique du genre et les approches intersectionnelles dans le contexte des transitions verte, énergétique et numérique, en collaboration avec des parties prenantes telles que le Conseil de l'Europe, l'OCDE, l'Union européenne, les Nations Unies, la Banque mondiale et d'autres organisations internationales, le secteur privé, le monde universitaire, les acteurs philanthropiques et la société civile, y compris les associations de femmes, afin de favoriser des progrès tangibles vers un avenir plus inclusif et durable, et de ne laisser personne de côté. Plus précisément, nous avons salué les appels à l'action lancés dans les domaines ci-dessous, en s'appuyant sur l'expertise de l'OCDE, en accord notamment avec les priorités définies dans la Contribution de l'OCDE à la promotion de l'égalité des genres et les Recommandations de l'OCDE relatives à l'égalité des genres<sup>4</sup> :

- **Lutter contre les inégalités existantes sur les marchés du travail en lien avec les transitions écologique, numérique et énergétique.** Il est primordial de veiller à ce que les emplois émergents soient accessibles à toutes et tous, de façon à favoriser une main-d'œuvre plus équilibrée et inclusive. Les domaines qui verront apparaître ces emplois sont par exemple l'innovation verte, les énergies propres et la recherche-développement en matière d'intelligence artificielle. La collaboration intersectorielle et interdisciplinaire joue un rôle essentiel dans l'élaboration et la mise en œuvre de solutions innovantes visant à lever les obstacles à l'égalité des genres dans le contexte de ces transitions mondiales. Il faudrait notamment encourager une répartition équitable du travail rémunéré et non rémunéré, notamment au moyen de systèmes de congé parental incitant les pères à prendre ledit congé ; améliorer l'accès à des services abordables en matière d'éducation et d'accueil des jeunes enfants ; favoriser des modalités de travail flexibles, à la fois efficaces et non discriminatoires ; et garantir une rémunération égale pour un travail de valeur égale.
- En outre, la promotion d'une culture inclusive sur le lieu de travail, la lutte contre le harcèlement sexuel sur le lieu de travail, l'élaboration de programmes de leadership et la mise en œuvre de politiques qui favorisent la diversité des genres aux postes de direction dans les entreprises sont autant d'étapes essentielles en vue de parvenir à une composition plus équitable de la main-d'œuvre. Les normes (les Recommandations de l'OCDE sur l'égalité des genres, par exemple) et les outils (Boîte à outils pour l'intégration et l'application concrète du principe de l'égalité des genres, par exemple) de l'OCDE fournissent un cadre complet à ces fins. En s'appuyant sur le Tableau de bord de l'OCDE sur les disparités entre les genres, l'Organisation a été encouragée à continuer d'élargir ses bases de données afin de recueillir et de diffuser de façon systématique des données ventilées par genre.
- **Promouvoir l'accessibilité, l'attractivité et l'inclusivité des compétences nécessaires pour exceller dans les transitions verte, énergétique et numérique. Il s'agit notamment d'encourager les filles à explorer les possibilités offertes par les TIC, les STIM et les technologies de demain,** ainsi que de renforcer l'attrait des lieux de travail et des emplois dans ces secteurs. Les responsables de l'action publique ont un rôle crucial à jouer pour faire de l'éducation un outil stratégique permettant de combler le fossé de l'inclusivité dans le contexte de ces transitions mondiales. Cela passe notamment par la lutte contre les préjugés et les stéréotypes de genre associés aux mathématiques et aux sciences, en créant un environnement qui encourage tous les individus, et tout particulièrement les filles et les jeunes femmes, à s'engager dans les TIC et les STIM dès le plus jeune âge. Il est également essentiel d'assurer l'égalité d'accès à la formation dans les compétences vertes et les domaines liés à l'énergie, et de veiller à ce que

---

<sup>4</sup> La Recommandation du Conseil de 2013 sur l'égalité entre hommes et femmes en matière d'éducation, d'emploi et d'entrepreneuriat [[OECD/LEGAL/0398](#)], la Recommandation du Conseil de 2015 sur l'égalité hommes-femmes dans la vie publique [[OECD/LEGAL/0418](#)], la Recommandation du Conseil de 2023 sur la promotion de l'équilibre entre les genres dans le secteur nucléaire [[OECD/LEGAL/0496](#)] et la Recommandation du CAD de 2024 sur l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire [[OECD/LEGAL/5022](#)].

responsables de l'action publique et employeurs apportent aux jeunes femmes le soutien nécessaire pour poursuivre leur carrière dans ces domaines stratégiques sur le plan économique. Aider les femmes et les jeunes filles, en particulier celles issues des groupes sous-représentés à renforcer leur confiance dans leurs propres compétences dans les domaines des TIC, des sciences et des mathématiques, et promouvoir la diversité des modèles de référence, des mentors et des collaborateurs et collaboratrices dans ces secteurs sont des étapes fondamentales en vue de donner à tout le monde les moyens de découvrir, d'entamer et de poursuivre des carrières dans ces domaines. En s'appuyant sur les *Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE* et sur la Boîte à outils de l'OCDE sur la transformation numérique, l'Organisation peut continuer d'étoffer ces indicateurs à la lumière des défis et des perspectives découlant de ces transitions mondiales sur le plan de l'égalité des genres.

- **Intégrer systématiquement l'égalité des genres dans les politiques et les stratégies qui orientent les transitions écologique, énergétique et numérique.** Dans le cadre de la transition verte, il est nécessaire d'élaborer des stratégies globales qui tiennent compte de la problématique du genre et de les inclure dans les politiques d'adaptation au changement climatique et d'atténuation de ses effets, ainsi que d'intégrer systématiquement cette problématique dans les décisions relatives à la résilience climatique. Les efforts déployés par l'OCDE pour réaliser des analyses complètes dans le but de recenser les bonnes pratiques en matière d'intégration de la problématique du genre dans les politiques environnementales peuvent constituer une base solide pour faire progresser les initiatives menées par les pays dans ce domaine. De plus, compte tenu des incidences spécifiques des catastrophes selon le genre, les pouvoirs publics devraient accélérer l'adoption de mesures visant à renforcer les approches sensibles aux dimensions du genre dans le cadre de leurs stratégies de gestion des risques de catastrophe, en mettant en avant les indicateurs, très appréciés, de l'OCDE dans ce domaine.
- Prendre en compte de la problématique du genre dans la transformation numérique devrait, également, viser la réduction des risques de préjugés liés au genre dans les systèmes d'intelligence artificielle et autres technologies numériques. En outre, les pouvoirs publics peuvent anticiper l'adoption de mesures pour remédier aux difficultés que la transformation numérique fait peser sur les plus vulnérables. Cela peut passer par la mise en œuvre de programmes éducatifs complets, qui mettent l'accent sur la culture numérique et le caractère responsable du comportement en ligne. En s'appuyant sur son influence et ses ressources, l'OCDE peut aider à synchroniser les efforts et à promouvoir des politiques qui favorisent l'égalité des chances et des avantages pour toutes et tous dans l'univers du numérique.
- **Accélérer l'intégration de l'égalité des genres dans les instances dirigeantes dans les secteurs soutenant les transitions en cours peut non seulement accroître l'inclusivité,** mais aussi offrir des avantages économiques mondiales significatives. La diversité des points de vue aux postes de direction favorise des processus décisionnels plus justes et représentatifs, contribuant à l'équité, l'innovation, la croissance et la productivité. Les pays devraient poursuivre leurs efforts visant à assurer une meilleure représentation des femmes dans les fonctions décisionnelles, et ce, dans tous les domaines de l'action publique qui sous-tendent les transitions, au moyen de politiques diverses, comme le développement des compétences de direction ou l'adoption d'objectifs et de quotas. Ces travaux devraient s'inscrire dans le prolongement d'initiatives plus vastes pour assurer l'égalité d'accès aux fonctions de direction dans les secteurs public et privé.
- La transition numérique elle-même pourrait accélérer le leadership politique des femmes si les menaces croissantes liées à la violence fondée sur le genre par la technologie soient abordées de manière adéquate. À cet égard, lors du Forum, les travaux à venir de l'OCDE portant sur la lutte contre ces cas de violence et les indicateurs qui les accompagnent ont été tout particulièrement salués. L'OCDE a été exhortée à accélérer ces travaux, notamment par des approches multipartites et par la promotion de cadres juridiques et politiques intégrés. Dans le même temps,

l'élaboration d'initiatives ciblées visant à prévenir la victimation en ligne et l'utilisation problématique des médias sociaux, notamment à l'encontre des femmes et des filles, ont été préconisées. Dans ce domaine, nous saluons tout particulièrement les nouveaux travaux de l'OCDE relatifs à la santé mentale dans les environnements numériques, qui figurent dans l'édition 2024 des *Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE* (Volume 1), ainsi que les nouveaux indicateurs associés à la Boîte à outils de l'OCDE sur la transformation numérique. Les personnes présentes ont également pris note des travaux de l'OCDE portant sur la définition d'indicateurs d'impact dans des domaines liés, entre autres, au leadership politique des femmes.

- **S'attaquer à la discrimination et à ses recoupements avec le genre, les stéréotypes de genre et l'évolution des normes sociales est primordial** en vue de construire un avenir plus inclusif et plus équitable pour toutes et tous. À ces fins, des efforts concertés de la part des pouvoirs publics sont nécessaires afin de mieux comprendre et de mesurer les normes sociales, s'attaquer aux causes profondes qui les alimentent, de mettre en œuvre des programmes complets d'éducation et de sensibilisation, promouvoir les droits et santé sexuels et reproductifs, et de soutenir les initiatives locales, en partenariat avec la société civile. Il convient également de mettre en place des examens efficaces de la réglementation et des évaluations de l'impact selon le genre, de façon à modifier et/ou éliminer les cadres juridiques et/ou d'action discriminatoires, et à s'attaquer aux obstacles implicites qui entravent les droits de la personne et desservent la participation sur un pied d'égalité à la vie publique et économique. L'OCDE est encouragée à continuer de développer et d'étendre l'indice « Institutions sociales et égalité des genres » (SIGI), dans l'optique de recueillir des données supplémentaires sur les lois et les normes sociales, y compris sur la masculinité, afin de mieux comprendre le lien entre masculinité restrictive et inégalités persistantes entre les genres.
- La coopération pour le développement joue elle aussi un rôle important à cet égard. Les avancées récentes, telles que l'engagement pris lors de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres (RCM) de 2024 de mettre en œuvre une nouvelle Stratégie pour le développement à l'échelle de l'ensemble de l'OCDE<sup>5</sup>, et la Recommandation du CAD sur l'égalité des genres et l'autonomisation de toutes les femmes et les filles dans le contexte de la coopération pour le développement et de l'aide humanitaire, adoptée récemment, témoignent d'un regain d'intérêt pour le renforcement des initiatives à l'appui de l'égalité des genres. Ces initiatives sont autant d'occasions de réfléchir aux défis rencontrés par les femmes et les filles dans les économies en développement ou émergentes. En plaçant l'égalité des genres et l'autonomisation économique des femmes au cœur d'une nouvelle stratégie de développement, nous garantissons une vision de la coopération pour le développement qui offre un degré accru d'inclusivité et d'impact.
- **Recueillir systématiquement des données désagrégées par genre et éléments factuels sous un angle intersectionnel, tout en développant la gouvernance, les cadres d'action, les outils et les capacités intersectorielles à l'appui de l'intégration de la problématique du genre dans tous les secteurs.** Afin de parvenir à des résultats inclusifs dans le cadre des transitions verte, énergétique et numérique, il est nécessaire d'adopter une approche globale de l'intégration de la problématique du genre à l'échelle de l'ensemble de l'administration. Il conviendrait alors de recueillir des données détaillées ventilées par genre et intersectionnelles, et de renforcer les capacités institutionnelles. Il est également impératif d'intégrer la problématique du genre dans la planification stratégique dans tous les domaines qui influent sur ces transitions. Des efforts doivent être déployés afin d'éliminer les biais et stéréotypes préjudiciables couramment relevés dans les outils et processus publics, notamment lors de l'élaboration des politiques, ou encore dans les pratiques de budgétisation et de passation des marchés. Il est fondamental d'investir dans l'élaboration de cadres de gouvernance, d'action publique et de données, ainsi que dans le renforcement des capacités intersectorielles, et ce, pour aider à intégrer la question de

<sup>5</sup> [Conclusions politiques de la RCM de 2024](#) adoptées lors de la Réunion du Conseil au niveau des Ministres, le 3 mai 2024.

l'égalité des genres dans les stratégies de transformation intersectorielles, en mettant la transformation numérique et les technologies émergentes au service d'une action publique efficiente et inclusive.

- L'OCDE joue un rôle essentiel en étoffant et en affinant les données et éléments factuels sur le genre, dans le but de comprendre les incidences des grandes transitions mondiales en matière d'égalité des genres, y compris concernant les recoupements de cette problématique avec d'autres formes d'inégalités. À ces fins, il convient, entre autres, de cartographier les données existantes, de repérer les lacunes et de faciliter la création d'une base de données centralisée de façon à étayer des interventions ciblées, en s'appuyant sur des initiatives telles que le Tableau de bord de l'OCDE sur les disparités entre les genres, l'Initiative en matière de données sur le genre, les *Perspectives de l'économie numérique de l'OCDE 2024* et les indicateurs de la Boîte à outils de l'OCDE sur la transformation numérique. La Boîte à outils de l'OCDE pour l'intégration et l'application concrète du principe de l'égalité des genres et le Cadre de l'OCDE en matière de budgétisation sensible au genre ont été élaborés en vue de soutenir les efforts déployés par les pays et les institutions pour la mise en œuvre de l'intégration des questions de genre dans différents domaines de l'action publique et de la gouvernance, et ils peuvent être étoffés davantage afin de fournir des orientations spécifiques sur la manière d'aborder l'égalité des genres dans les transitions en cours. En outre, l'OCDE peut apporter un soutien à l'élaboration de cadres de gouvernance et d'action et au renforcement des capacités intersectorielles qui ancrent l'égalité des genres dans les stratégies de transition élaborées parmi les secteurs de l'énergie, de l'environnement et du numérique, en fournissant aux organes de décision les outils et les données nécessaires pour intégrer de manière concrète la question du genre.

Pour conclure, en tant que co-présidence, nous nous réjouissons à la perspective de nous réunir régulièrement dans le cadre du Forum de l'OCDE sur l'égalité des genres, comme indiqué dans la Contribution de l'OCDE à la promotion de l'égalité des genres, et de promouvoir cette nouvelle plateforme de dialogue entre pair-e-s, de partage des connaissances et de collaboration, avec un engagement collectif à faire progresser l'égalité des genres, la diversité et l'inclusion dans le contexte d'un paysage mondial en pleine évolution, et à façonner des sociétés plus équitables. Nous saluons également les appels lancés pour faire du Forum de l'OCDE sur l'égalité des genres le moteur de l'intensification des efforts déployés à l'échelle mondiale et dans l'ensemble des secteurs dans l'optique de faire progresser l'égalité entre les genres. L'OCDE joue un rôle de catalyseur pour la formulation et la mise en œuvre de politiques fondées sur des éléments factuels, établissant la norme en matière d'efficacité des stratégies relatives à l'égalité des genres à l'échelle planétaire. En mettant en avant les initiatives fructueuses et leurs résultats, nous nous engageons à nous appuyer sur le Forum de façon à ce qu'il devienne une plateforme dynamique de promotion de l'égalité des genres à l'échelle mondiale.

Prenant acte de la diversité des points de vue et des réalités des différents pays, le Forum s'engage activement auprès d'un large éventail de pays et de parties prenantes, en adaptant les recommandations à leurs contextes et défis spécifiques. Cette approche inclusive favorise un effort collectif en faveur de l'égalité des genres, en renforçant l'impact des initiatives menées au sein des Membres et non-Membres de l'OCDE et en accélérant l'obtention d'avancées sur le fond à l'échelon mondial. Le renforcement des partenariats avec les non-Membres élargit la portée des valeurs fondamentales de l'OCDE, à l'image de l'égalité des genres, et permet de veiller à ce que les fruits de ses travaux soient largement diffusés dans le monde entier, favorisant ainsi un avenir plus juste et plus inclusif pour toutes et tous.

# Forum de l'OCDE sur l'égalité des genres

Accompagner  
les transitions mondiales

[www.oecd.org](http://www.oecd.org)

OECD Paris  
2, rue André-Pascal, 75775 Paris Cedex 16  
Tel.: +33 (0) 1 45 24 82 00